

50 ANS APRÈS LES ACCORDS DU 16 JUIN 1965

Les anciens du FFS revendiquent le statut de moudjahid

16 juin 1965-16 juin 2015. Cinquante années sont passées depuis l'accord historique entre le FLN et le FFS, soit trois jours (19 juin 1965) avant le coup d'Etat perpétré contre feu Ahmed Ben Bella, le premier Président de l'Algérie post-indépendante. 50 ans, des anciens combattants de l'ALN ayant rejoint le maquis du FFS en 1963 revendiquent «les droits moraux et matériels des martyrs, moudjahidine et militants de la liberté et de la démocratie 1963-1965».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La question était hier au centre d'une conférence de presse animée au siège du MDS par un groupe d'anciens militants et membres de l'ALN ayant rejoint le maquis du FFS au lendemain de la crise de l'été 1963.

A l'ordre du jour de cette rencontre avec des journalistes, le collectif des anciens militants et familles des militants et martyrs de 1963-1965, «porter à la connaissance de l'opinion

publique la situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui ceux qui ont ouvert la voie de la démocratie en Algérie».

En la circonstance, une lettre ouverte adressée au président de la République et lue à l'assistance, il est demandé «la promulgation d'un décret présidentiel consacrant les droits moraux et matériels des martyrs, moudjahidine et militants de la liberté et de la démocratie 1963-1965». «La

décision de rendre justice à ces vaillants militants de 1963, vous en conviendrez, ne fera que renforcer la cohésion nationale, l'unité de notre peuple dans une Algérie une et indivisible, car il n'est pas concevable de parler de réconciliation nationale dans le déni et l'occultation d'événements et de périodes qui font partie de notre histoire et enfouis dans la mémoire collective des Algériennes et Algériens», lit-on dans la lettre.

La rencontre qui a vu la présence de représentants de cinq wilayas (Bouira, Béjaïa, Tizi Ouzou, Bordj-Bou-Arréridj et Sétif) et de veuves de martyrs, a été marquée par des témoignages sur «la situation dramatique vécue depuis 1965 par les personnes concernées ou leurs ayants droit». «Mon mari n'était pas un bandit. C'était un maquisard de l'ALN. Il a pris le maquis durant la guerre de Libération

nationale sous la houlette de l'Armée de libération nationale (ALN) pour défendre son pays et l'honneur de sa patrie et pour que l'Algérie soit libre, indépendante et démocratique. En 1963, il a fait le choix de la liberté et de la démocratie. Son combat au lendemain de l'indépendance de l'Algérie était dicté par la résolution de Novembre 1954 et le Congrès de la Soummam. Mon défunt époux qui a laissé à cette époque des enfants en très bas âge n'était pas un perturbateur (mouchawach, ndlr)», a témoigné Mme veuve Ourari Djohra née Boucheneb.

Le député Khaled Tazaghart, qui est à l'origine de cette initiative, dira que le «temps est venu pour réhabiliter ceux qui ont tracé la voie de la démocratie en Algérie».

«Nos valeureux frères tombés au champ d'honneur entre le 29 sep-

tembre 1963 et le 16 juin 1965 méritent tous les honneurs de martyrs pour la liberté, la démocratie, et la reconnaissance officielle de la nation. Nous, qui avons eu la chance de survivre et qui jouissons aujourd'hui du droit de nous exprimer librement dans la capitale de notre cher pays, leur chère Algérie, nous vous permettons aujourd'hui de parler en leurs noms. Nous nous adressons à vous M. le président de la République, vous qui saurez regarder notre grande histoire avec le recul et l'objectivité nécessaires et faire ainsi honneur à nos frères, morts pour la liberté et la démocratie, et aux anciens militants décédés ou encore parmi nous et qui ne se sont jamais départis de leur patriotisme. (...) Ces militants et ces martyrs de 1963/1965 sont les pionniers du combat pour la démocratie en Algérie.»

A. B.

IL ÉTAIT VISÉ PAR UN RAID AMÉRICAIN À L'EST DE LA LIBYE

Interrogations sur le sort de Belmokhtar

Donné pour mort plusieurs fois ces trois dernières années à l'issue d'opérations d'envergure, notamment au Sahel, avant qu'il ne ressuscite pour signer, toujours aussi violemment, sa présence à la tête du groupe terroriste Al-Mourabitoun, affilié à Al-Qaïda, Mokhtar Belmokhtar s'en est allé, cette fois pour de vrai, rejoindre la longue liste des chefs terroristes mis hors d'état de nuire ces dernières années.

C'est un responsable du gouvernement libyen de Tobrouk, reconnu par la communauté internationale, qui l'affirmait hier, alors que l'armée américaine, auteure de l'opération menée dans la nuit de samedi à dimanche, préférait encore

attendre l'évaluation des résultats définitifs de cette opération, comme l'indiquait le colonel Warren, porte-parole du Pentagone, pour fournir de plus amples informations sur l'issue de la frappe menée sur une ferme localisée à

Adjdabia, à l'ouest de Benghazi. Selon les Libyens, au moment du raid, Belmokhtar se réunissait avec d'autres chefs de ces groupes terroristes qui pullulent dans la région depuis la déflagration de la Libye, avec la présence notamment de représentants de l'une des factions des djihadistes armés les plus craintes dans cette région, Ansar-Asharia.

Jusqu'à hier, à la mi-journée, la confirmation du Pentagone se faisait toujours attendre bien que plusieurs heures plus tôt, à travers les réseaux sociaux, des groupes djihadistes activant en Libye aient confirmé le caractère dévastateur du

raid américain en publiant des photos et en donnant les noms des personnes tuées, mais sans mentionner celui du «Borgne», un des surnoms de Belmokhtar lorsqu'il écumait le Sud algérien au nom d'Al-Qaïda, mais qui a toujours tenu à sa liberté de mouvement et d'initiative.

On rappellera que le mois dernier, Mokhtar Belmokhtar a réaffirmé de la façon la plus catégorique sa fidélité à Al-Qaïda pour couper court définitivement aux déclarations d'un autre chef terroriste affirmant l'allégeance du terroriste algérien et son groupe à l'Etat islamique.

M. Azedine

MENACES AUX FRONTIÈRES DE L'ALGÉRIE

Benhabilès appelle à un front intérieur

La situation aux frontières de l'Algérie «nous interpelle», a déclaré Saïda Benhabilès qui prône la mise en place d'un front intérieur.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Au vu de ce qui se passe tout autour de notre pays et à ses frontières, notamment au Mali, en Tunisie et en Libye, l'Algérie est aujourd'hui, menacée. C'est ce qu'a affirmé la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), hier au forum de *DK News* à Alger.

Même si pour l'instant, poursuit-elle, «l'Algérie résiste, la situation nous interpelle». Selon elle, un front intérieur est nécessaire et s'impose. «Nous avons besoin d'un front intérieur afin de faire face aux nombreuses tentatives qui nous guettent de partout car la situation actuelle est beaucoup

plus dangereuse que celle des années 1990. Et personne n'a le droit de casser ce front intérieur, et ce, pour aucune considération», dit-elle.

Saïda Benhabilès cite ainsi l'affaire de Tiguentourine qu'elle dira, organisée dans le but de «réintroduire le terrorisme en Algérie». D'ailleurs, assure-t-elle, «le clan du "qui tue qui" est derrière plusieurs événements survenus dernièrement en Algérie et aujourd'hui, ce clan est en train de juger ses maîtres (syadhoum) à Genève».

Elle se rappelle cet Occident qui ne cessait de parler de la protection de l'enfant et des droits de la femme. «Il

était où cet Occident lorsque les terroristes extrémistes égorgeaient en Algérie des enfants, violaient des femmes et éventraient des femmes enceintes pour extraire leurs fœtus et les rôtir au four ? Il était où cet Occident lorsque les Boucebci, Flici et autres intellectuels algériens se faisaient exécuter ?», s'interroge-t-elle.

Elle estime qu'il ne faut pas oublier tous ceux qui ont été tués durant les années du terrorisme. «On tourne la page mais on ne la déchire pas. Il faut se rafraîchir la mémoire. Combien de personnes ont été massacrées dans le triangle de la mort ?

L'ex-ministre évoque aussi le printemps arabe. Selon elle, il n'a jamais été dans l'intérêt de ces pays arabes. «Les dits printemps

arabes ont simplement servi les intérêts de l'Occident qui ont pu récupérer des marchés. Ils ont été planifiés pour déstabiliser ces pays ainsi que la sécurité des populations. Ils ont également encouragé le terrorisme», dit-elle.

Pour elle, toutes ces organisations terroristes n'ont pas été créées d'elles-mêmes. «Elles ont été toutes créées et financées par l'Occident», dit-elle encore.

Face à l'ampleur du terrorisme et de ses dégâts, la présidente du CRA plaide pour la mise en place par l'ONU d'un Fonds international pour les familles victimes du terrorisme. Et d'expliquer : «Ce phénomène est international et il nécessite une lutte et une stratégie internationales».

Ry. N.

ELLES PERDENT SOUVENT LEURS PROCÈS DANS LES INSTANCES INTERNATIONALES

L'absence de spécialistes pénalise les entreprises algériennes

S'il est vrai que l'Algérie n'est pas le seul pays à perdre ses procès dans des conflits ou contentieux commerciaux internationaux, il n'en demeure pas moins que l'impératif de former des spécialistes en droit des affaires est plus que recommandé par certains universitaires, réunis hier lors d'une journée scientifique sur «le droit international des affaires».

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Organisée par l'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP), la journée d'étude consacrée au droit international des affaires a été une occasion de revenir sur ces procès, perdus pour la majorité, par les entreprises algériennes dans leurs conflits au niveau des instances juridiques internationales.

Pour un bon nombre d'intervenants, le manque de juristes algériens spécialisés, conséquence d'absence de formation universitaire adéquate, est la princi-

pale cause de la situation. En effet, l'absence de spécialistes en arbitrage international et en droit des affaires, porte préjudice aux entreprises aussi bien publiques que privées algériennes ayant des contrats avec des étrangers. «Même si je n'ai pas d'éléments statistiques en la matière, mais le fait que les entreprises algériennes perdent leurs contentieux renseigne sur la forme d'impréparation de la gestion et de la concrétisation des contrats. C'est pour cela que l'Algérie perd un certain nombre de contentieux dans lesquels elle est impliquée», a fait savoir Gérard Blanc, professeur à la faculté de droit à l'université d'Aix-Marseille 3.

De son côté, l'ancien recteur de l'académie d'Orléans-Tours, chancelier des universités de juin 2007 à octobre 2008, Ali Bencheneb, en parlant de cette situation paradoxale, reconnaît qu'il s'agit de cas fréquents de par le monde. «Il est faux de dire que c'est seulement en Algérie que les entreprises perdent leurs procès», a fait savoir le P^r Bencheneb. Et d'ajouter que le véritable problème réside dans le fait que les juristes dans une entreprise ne sont solli-

cités qu'en cas de.... conflits. Or, explique-t-il, les juristes doivent être sollicités et impliqués dans l'élaboration des contrats, et doivent être dans la «partie d'intervention».

Même son de cloche chez le P^r Blanc qui plaide pour que «les services juridiques des entreprises n'interviennent pas uniquement lorsque tout va mal». «Or, ils doivent intervenir en amont et leur rôle est également de prévenir».

Dans son intervention intitulée «les risques juridiques dans les contrats internationaux», Djamel Eddine Lakhal, avocat à la cour d'Alger, a fait savoir que vu le nombre important de ce genre de cas, le législateur algérien a même inséré une clause dans le code des procédures civile et administrative qui prévoit de recourir à l'arbitrage international. Et d'indiquer que le recours à l'arbitrage international, même s'il est coûteux, fait gagner à l'entreprise du temps, vu la rapidité du règlement du litige.

Par ailleurs, en marge de la journée d'hier, un vibrant hommage a été rendu par Sid Ali Boukrami au juriste et P^r Mohand Issad.

S. B.

EN ATTENDANT LES RÉSULTATS EN JUILLET

Les épreuves du BEM prennent fin aujourd'hui

Deuxième journée des épreuves du brevet de l'enseignement moyen (BEM). Les collégiens avaient rendez-vous hier avec la très redoutée épreuve de mathématiques, suivie de celle de la langue anglaise puis finalement celle d'histoire et géographie. En dépit de la divulgation des sujets via les réseaux sociaux après le début des épreuves, le phénomène est loin d'avoir pris l'ampleur des épreuves du baccalauréat.

Pour justement éviter ce scénario, les mêmes mesures ont été appliquées aux collégiens. Ils ont été priés de déposer leurs téléphones à l'entrée des salles d'examen.

A la veille de cet examen, la ministre de l'Education avait été on ne peut plus claire : les chefs de centres avaient été avertis que tout laxisme serait sévèrement puni. L'objectif était clairement affiché par le département de l'éducation : retrouver un tant soit peu de sérénité après les nombreuses polémiques ayant caractérisé l'édition 2015 du baccalauréat.

Aujourd'hui, les collégiens passeront les épreuves de langue française, de sciences et langue amazighe.

La fin des épreuves marquera la fin de l'ensemble des examens nationaux. Place ensuite à la longue attente des résultats.

Les élèves en fin de cycle primaire seront les premiers à être fixés sur leur sort. Les résultats sont attendus pour aujourd'hui. Suivront ceux des collégiens puis ceux des candidats au baccalauréat.

N. I.